



BRUXELLES

EN MOUVEMENTS

Mensuel,
ne paraît pas en juillet-août
Bureau de dépôt : Bruxelles X
P 302402

Belgique – België
P.P.
1000 Bruxelles
1/148

PÉRIODIQUE ÉDITÉ PAR
INTER-ENVIRONNEMENT-BRUXELLES,
FÉDÉRATION DE COMITÉS DE QUARTIER
ET GROUPES D'HABITANTS

N°258 - JUIN 2012

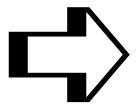
NATURE(S) EN VILLE

NATURE EN VILLE ET LE DISTRICT DU CANAL

Bruxelles est plus verte que vous ne le pensez. Parcs, bois, Forêt de Soignes, jardins privés, cimetières, terrains de sport... plus de 8 000 hectares d'espaces verts, la moitié de la surface de la Région, qui contribuent à notre qualité de vie, à notre santé et au développement d'une importante biodiversité.

LIEVEN SOETE

Longtemps, la plupart des autorités ont vu les espaces verts comme un «gaspillage» d'espace, un luxe, la toute dernière affectation qu'on «accorde».



Nous tous, les 1 150 000 habitants de Bruxelles, bénéficions donc de 70 mètres carrés d'espaces verts par personne. Malheureusement, cette masse d'espaces verts est cruellement mal répartie. Intéressons-nous à ce que nous appellerons cette partie urbaine, le District du canal, délimité entre Simonis, la Place Rogier, la Gare du Midi, l'Abattoir d'Anderlecht et la Gare de l'Ouest – qui compte une superficie analogue à celle du Pentagone et plus de 100 000 habitants. On y « aurait droit » à... 750 hectares d'espaces verts ! Difficile à réaliser dans les 500 hectares disponibles...

Dans le district du canal, il y a 4,5 hectares d'espaces verts ou 0,5 mètre carré par habitant. On n'y trouve aucun vrai «parc». A peine quelques espaces de jeux qui sont majoritairement minéralisés : le «parc» Bonnevie, le «parc» de la Fonderie, le «parc» de la Rosée, le «parc» E. Pierron, le «parc» Fontainas. Dans la littérature professionnelle, on ne parle d'un «parc» qu'à partir de 4 à 5 hectares. L'espace vert le plus grand dans le District du canal, c'est l'espace Fontainas qui compte 1 hectare ! Pour réaliser ce que signifie un tel manque, on doit y vivre assez longtemps, sans voies de repli : sans voiture pour aller à un vrai parc qui est à 25 à 45 minutes à pied ^[1] ; sans famille à la campagne en Wallonie ou en Flandre ; sans moyens pour régulièrement aller à la mer, dans les Ardennes ou en vacances.

L'ESPACE VERT, UN LUXE ?

Il est remarquable de constater que plusieurs de ces soi-disant «parcs», des espaces de jeux, sont le fruit des luttes des habitants et leurs comités de quartier ou d'organisations sociales : Bonnevie, Pierron, Fonderie, Rosée, Fontainas... Longtemps, des autorités ont vu les espaces verts comme un «gaspillage» d'espace, un luxe, la toute dernière affectation qu'on «accorde». Des résidus persistants de cette mentalité se retrouvent dans la politique de plusieurs de nos autorités. Pendant toute l'histoire de notre ville à partir du dix-neuvième siècle, on n'a jamais prévu l'aménagement d'espaces verts convenables dans les quartiers situés dans le bas de la vallée de la Senne. Au contraire, dès que le problème des inondations a été contrôlé avec le voûtement de la Senne en 1871, on a soigneusement rempli et bâti tous les nouveaux terrains constructibles sur les deux rives du nouveau canal vers Charleroi. D'abord on a sacrifié les jardins des couvents et des monastères (les Chartreux ; les Riches Claires) et ensuite, les quelques grands parcs privés : le domaine du Petit Château à Bruxelles-Ville et le Prado ainsi que le domaine de Vandermaelen à Molenbeek. Ces terrains ont été affectés aux industries : car les coûts de transport et de construction restent toujours plus bas sur un terrain plat, quelle que soit la

force de travail : humaine, des animaux ou des machines (bateaux, chemins de fer, voitures). La vallée de la Senne, cette vieille zone inconstruite par les inondations trop régulières, était devenue The Golden West de l'expansion économique de la ville. Ce n'est qu'à la fin du dix-neuvième siècle, sous le règne de Léopold II, qu'on a planifié et aménagé plusieurs grands parcs dans la nouvelle couronne bourgeoise autour du centre historique de Bruxelles : le Domaine Royal et le Parc de Laeken, le jardin Botanique, le parc Josaphat, le parc du Cinquantenaire,...

DE L'URBANISME OU DE LA CHARITÉ ?

La bourgeoisie bruxelloise a très vite compris la nécessité de créer pour elle-même un environnement vivable dans les villes en expansion. Les espaces verts, publics et privés, furent reconnus comme éléments prioritaires. D'abord comme «embellissement» mais très vite aussi comme des éléments indispensables à la santé publique.

A la fin du dix-neuvième siècle, surtout en Grande-Bretagne, a paru «la maladie anglaise», le rachitisme, qui faisait rage dans les quartiers prolétariens des grands centres et villes industrielles. La cause était le manque de la vitamine D par manque de lumière pour les enfants qui travaillaient jusqu'à 14 heures par jour dans les usines et les mines presque sans lumière ni ventilation et «habitaient» des impasses et des cités dans des circonstances qu'on ne peut plus imaginer. Les autorités ne cherchèrent pas de solutions qui auraient pu s'inscrire dans une réglementation plus stricte de l'aménagement de ces quartiers : plus d'espaces libres dans les îlots ; les rues plus larges et les constructions moins hautes ; la diminution de la densité de construction ; plus d'espaces publics, plus d'espaces verts... Ces solutions étaient par contre demandées et en général bien appliquées dans les quartiers bourgeois. Pour les quartiers industriels, la solution fut cherchée dans la charité ou la philanthropie individuelle. Les enfants bruxellois, pauvres et malades, étaient envoyés à la côte dans des dizaines des cliniques, des sanatoriums, des instituts médicaux, spécialement construits pour les enfants de Bruxelles et financés par des «philanthropes».

Tout cela, c'est l'histoire. Mais si on examine la situation actuelle, on découvre que l'essentiel n'a pas tellement changé. Jusqu'à nos jours, presque rien n'est fait pour dédensifier et humaniser le District du canal. Certes, on a «vidé» une partie du centre de Molenbeek pour y construire en plein air le métro. Dans l'ouverture créée, il y a maintenant l'espace de jeux Bonnevie de 0,4 hectare mais pas un «parc». Au cours de la longue période d'abandon de ce district, les autorités n'ont pris aucune initiative pour

s'approprier des terrains, à cette époque à des prix très bas, pour créer un ou plusieurs poumons verts de minimum 4 à 5 hectares. Même depuis que la Région de Bruxelles-Capitale est «maître» sur ce point, on n'a rien fait. Dans le PRAS de 2001, il n'y a rien de prévu pour créer un vrai parc. Idem pour le nouveau PRAS «démographique» et le PRD «Durable».

COMMENT VIVRE DANS LE DISTRICT DU CANAL ?

A la Porte de Ninove, il y a maintenant une zone virtuellement «libre» de 4 à 5 hectares dont 0,8 hectare sous forme d'espaces verts et 3 à 4 hectares «disponibles». On pourrait y créer un vrai «parc» de 4 à 5 hectares. Un triangle de 0,5 hectare est la propriété de Besix Red, une entreprise privée dans le secteur immo-architecto-constructo. Tout le reste est déjà ou deviendra sous peu propriété publique. La Région veut y construire des logements, comme Besix sur son propre triangle. Le PRAS 2001 impose un «parc» de minimum 1 hectare. On y arrivera à peine en agrandissant un peu le total de l'espace vert existant. Construire du logement à cet endroit précis, la Porte de Ninove anno 2012, est une mauvaise idée. Premièrement, on n'a l'occasion de créer un parc de 4 à 5 hectares au centre de la ville qu'une fois par siècle et il reste plusieurs autres possibilités et occasions de construire des logements à Bruxelles, même dans les quartiers limitrophes. Deuxièmement, la densité de population dans le District du canal – 20 000 habitants par kilomètre carré – est telle que chaque ajout d'habitants y diminue proportionnellement la qualité de vie. Enfin, on ne peut que construire des logements de mauvaise qualité à la Porte de Ninove : on y est enfermé entre 2 à 3 axes de circulation (tram, bus et voitures) et le canal. Le mot «wonen» en néerlandais se traduit par «habiter» ou par «vivre» en français. C'est quand même plus que «être logé». C'est plus que trouver un logement de passage, comme les «expats» ou ceux qui cherchent un pied-à-terre au centre de Bruxelles. Quid avec ces jeunes qui s'installent à Bruxelles après leurs études... jusqu'au moment où ils constatent combien il est difficile de trouver un espace vert pour leur enfant ou que leur bébé a plus vite qu'ailleurs besoin d'un aérosol-doseur ? Quid avec ces dizaines de milliers de gens qui sont sur une liste d'attente pour un logement social ? Ils ont tous droit à un bon logement : avec un espace vert de qualité de 1 hectare dans leur voisinage (à 150 – 400 mètres) et un vrai parc de qualité de 4 à 5 hectares dans leur quartier (à maximum 800 mètres). ●

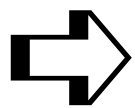
Contact : www.bruxel.org



LA NATURE EN FRICHE

En ville, toucher à un alignement d'arbres de voirie engendre des levées de boucliers et des mobilisations citoyennes. Au-delà de la sauvegarde de «quelques arbres», c'est la relation des habitants à une ressource qui leur paraît essentielle qui est en jeu : la nature. C'est ce qui distingue, pour les citadins, un alignement d'arbres d'un alignement de poteaux d'éclairage.

GEOFFROY DE SCHUTTER



En quoi la nature en ville peut-elle être perçue comme essentielle ? La nature ne «sert», a priori, à rien : personne n'y loge, elle ne crée guère d'emploi, elle ne fournit guère de biens de consommation, ne fournit pas de service directement identifiable. Pire, plus un site est «naturel», moins on peut lui attribuer une fonction. Tenter de répondre à cette question de la fonction de la nature en ville, des attentes sociales à son égard, n'est pas simple dans notre mode de pensée et de prise de décision qui reste ancré dans un modèle avant tout utilitariste, productiviste et économiciste.

POUR QUOI FAIRE ?

C'est l'histoire d'une classe de gosses de 7 ou 8 ans venus du centre de Bruxelles faire un tour au Plateau de la Foresterie. Il leur a fallu 25 minutes de tram pour arriver au pied de ce site et y débarquer dans un autre monde. Dans l'enchevêtrement de branches, de fougères, de mousses et de hautes herbes, ils marchent en file indienne sur des chemins improbables. Certains se sont piqués aux orties, ils ont vu des champignons vénéneux, rouges comme dans un dessin animé, ils ont failli marcher dans une crotte de renard pleine de noyaux de cerises.

«Le canal !» s'écrie soudain l'un d'eux. Le fin filet d'eau serpente entre les herbes puis s'élargit en un marigot confus. Il y a un moment de flottement. Les enfants semblent chercher à comprendre. Il n'y a pas à proprement parler de rives ici, ni rien de linéaire. L'eau se glisse entre les herbes, sans partir sous terre, elle s'ouvre en une étendue d'eau libre boueuse qui se perd entre les roseaux et les joncs. Celui qui les accompagne interroge d'abord puis réalise que ces gosses n'ont pas de meilleur référent que le canal pour décrire le marais. Ils n'y a simplement pas, dans leur vécu quotidien, d'eau courante sans béton, goudron ou dalles par dessous, sans une vasque, une fontaine, une rigole pour la canaliser linéairement, pour lui dire où aller ou, surtout, où ne pas aller.

Un enfant qui grandit aujourd'hui au centre de notre ville ne rencontre pas d'orties, ne peut grimper à un arbre, ni ne glisse dans de la boue, n'a jamais vu un lézard, ni ne dévale des pentes terreuses sans escaliers ni rampes.

Est-ce essentiel, cette rencontre de l'autre, du «spontané», du non contrôlé, du non planifié, du non linéaire, du non «sécurisé», de l'altérité autonome ? Le fait qu'il y a peu de mobilisations citoyennes pour les alignements de

poteaux d'éclairage, me laisse penser qu'ils se distinguent, en cela, des alignements d'arbres de voiries. Ce qui est en jeu dans la défense de la nature en ville, plus que la nature elle-même, c'est la relation à un autre, vivant autonome et qui échappe, lui, à l'artifice, au contrôle, à la linéarité de la ville.

EN FAIRE QUOI ?

Dans un modèle de prise de décision utilitariste et productiviste, prendre en compte une «relation», un lien, à un autre spontané autonome, non identifiable à un service précis est pratiquement mission impossible. De manière symptomatique, de tels sites de nature «spontanée», les «friches», ne sont généralement perçus que pour le potentiel que représenterait leur disparition. Les cartes urbanistiques les représentent classiquement en blanc, un vide, une absence d'affectation. L'affectation «réserve foncière» est, à ce propos, explicite. Le terme de «friche» porte en lui-même cette ambiguïté et sera compris, le plus souvent, comme un espace à transformer. A l'inverse, on ne réaffectera jamais aucune autre affectation existante «légitime» en friche, cela prêterait même à sourire.





Le terme de «friche» porte en lui-même cette ambiguïté et sera compris, le plus souvent, comme un espace à transformer.

QUOI FAIRE ?

La nature en ville, comme ailleurs, est caractérisée par le fait qu'il s'agit des lieux où l'intervention humaine est la plus faible. A l'extrême, une friche ne nécessite, par définition, aucune intervention pour exister et elle peut apparaître comme l'expression la plus «naturelle», la plus spontanée et souvent la plus riche en biodiversité de la nature en ville. ^[1]

Cette absence d'intervention est une circonstance aggravante pour la prise en compte de la nature dans la ville. Dans la planification urbanistique, une «affectation» correspond à la définition des interventions possibles sur une surface. Donner un statut à ce qui ne nécessite pas, ou moins d'interventions est particulièrement difficile dans une ville planifiée urbanistiquement. Là réside le paradoxe de la «gestion» de la nature dans la ville : il s'agit de préserver ce que l'on ne gère pas, ou très peu.

Dès lors, typiquement, la «légitimation» d'un espace de nature de type «friche», lorsqu'elle advient, se fait par deux types d'«interventions», contradictoires. Soit par son aménagement, l'augmentation de son «accessibilité» et, en fait, la «dénaturation» du site et donc la disparition de son intérêt intrinsèque. Soit, à l'inverse, par la fermeture de l'accès et la prise en «gestion» par des experts de la biodiversité. Dans les deux cas, la relation du citoyen à la nature sera perdue. Le récent projet d'aménagement du Parc Walckiers est un bon exemple de juxtaposition de ces deux approches en un partage d'un site qui préexiste comme friche spontanée et peu gérée.

L'enjeu est donc d'inventer de nouvelles formes de légitimation de la nature en ville, plus précisément de légitimation de la relation du citoyen à la nature. Il s'agira de garantir la pérennité de l'objet du désir : la nature spontanée. Et

ce sans la dénaturer, ni la détruire mais tout en conservant la relation à cette nature et donc son accès, d'une manière non destructive.

Il y a donc lieu de développer la relation à ce que l'on ne gère pas, tout en le préservant. Il existe aujourd'hui pas mal de créativité en la matière. On pourrait regrouper de telles approches dans des logiques de «développement de (la relation à) la nature», en opposition aux logiques de simple «protection» de la nature. Le propos de cet article n'est pas de développer ces stratégies.

FAIRE AVEC QUOI ?

On dit parfois que Bruxelles est une capitale verte. Ce qui caractérise les surfaces «vertes» de Bruxelles ce sont avant tout les parcs et jardins qui représentent 56% des surfaces vertes et dont 75% sont d'accès privatif (jardins et grands domaines, dont le Parc Royal de Laeken).

Des sites de nature «spontanée» comme le Plateau de la Foresterie ou le Walckiers, classiquement appelées «friches», représentent 7% des surfaces «vertes» de la ville. Et parmi elles, seulement 13% bénéficient d'un vague statut de protection. En une décennie, de 1998 à 2008, 20 à 25% des friches de la Région de Bruxelles-Capitale ont disparu. C'est un taux de disparition très rapide mais qui fut sans doute plus rapide encore dans la décennie 80, lorsque la plupart des grandes friches ont été affectées. C'est tout ce qui nous reste, il est plus que temps.

FAIRE AVEC QUI ?

Les acteurs structurellement les plus actifs dans la sauvegarde de la nature à Bruxelles sont les naturalistes. Organisés sous forme associative de longue date –souvent depuis les années soixante– dans les communes de la ceinture verte, ils se

sont regroupés dans une plateforme associative «Bruxelles-Nature» pour prendre en compte les enjeux régionaux.

Il est symptomatique que ces acteurs ne disposent d'aucune capacité professionnelle, ni d'aucun financement structurel notable.

C'est symptomatique en terme de reconnaissance et de prise en compte politique de ces enjeux par les acteurs de la gestion de la ville, décideurs politiques entre autres. ^[2]

D'autre part, cette absence de capacité professionnelle est également conséquente, et lier cela est pertinent pour articuler leurs discours en forme d'attentes sociales, et non d'absolu, face aux autres acteurs urbains professionnalisés.

FAIRE QUOI ?

L'enjeu de la gestion de la nature en ville consistera donc à relégitimer la valeur sociale de la nature à hauteur des attentes sociales fortes des citoyens. Il s'agit d'un exercice très difficile pour l'homme occidental que de légitimer ce qu'il ne contrôle pas. Cette relégitimation ne doit pas passer par une augmentation du niveau d'intervention sur la nature. Cela ne signifie pas qu'il ne faut rien faire, il faut travailler à rendre accessible et valoriser cette «altérité émergente», vers les citoyens en attente. Et sans la détruire.

Là commence un programme de travail passionnant si on veut s'en donner la légitimité et les moyens. ●

1. Elle peut nécessiter des interventions pour se maintenir, ou en tout cas pour maintenir sa biodiversité. Mais cette intervention reste de l'ordre de la conservation d'une richesse émergente spontanée. Le «jardinage naturaliste» peut ouvrir un autre débat, que nous ne poserons pas ici.

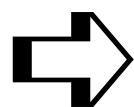
2 On peut aussi questionner à ce propos la relativement faible implication d'IEB dans ces enjeux ces dernières décennies. Et dont on peut penser que ce dossier augure d'un vrai changement.



LA PLACE DE LA NATURE

Bruxelles Nature fédère des associations bruxelloises naturalistes, défendant une nature multiforme, présente autant dans les friches que dans les jardins ou les parcs. En plus de la biodiversité qu'ils permettent, ces espaces rendent nombre de services aux humains comme aux non-humains...

MICHEL MOREELS, MARIO NINANNE ET ELISABETH FAUVILLE – BRUXELLES NATURE ASBL



Il est incontestable que pour les «amoureux de la Nature», c'est dans les sites semi-naturels que la biodiversité est la plus présente, qu'elle s'exprime le mieux ; là où la Nature est la plus complexe, la plus aboutie ; là où les chaînes du vivant s'interpénètrent le plus complètement, le plus intimement.

La Nature, ce n'est pas un décor pour nos agissements. C'est un tout dont l'humain est partie mais qui ne se limite pas à celui-ci, à ses droits, ses aspirations et ses besoins. Cette Nature se doit d'être conservée – mieux régénérée ! – partout. Même en ville ! Nous sommes convaincus que la Nature a sa place en ville. Certes, elle est mal connue, n'est plus étudiée dans le cursus scolaire et paraît d'un intérêt dérisoire.

L'homme est dénaturé, constat tragique et funeste. Sans ce rapport à notre part d'animalité, à nos origines, à l'humilité que cela devrait générer en nous, il y a tout lieu de croire, qu'en ne respectant pas la Nature, l'homme continuera à la détruire, se détruisant chemin faisant. Il est donc plus que temps que l'enseignement de la Nature et de la biodiversité soit intégré aux programmes scolaires et en devienne une des priorités tout au long des cycles d'études. Cela peut paraître pompeux mais le salut de la vie sur terre est à ce prix. Et cette inversion de tendance passera par un besoin accru de sites semi-naturels

urbains, supports privilégiés d'enseignement. Nous défendons l'idée d'une ville «Nature admise», d'une ville qu'il ne faut pas immanquablement quitter pour pouvoir se plonger dans un petit coin de nature riche en biodiversité. D'une ville où existe une nature de proximité de qualité.

Le besoin de Nature en ville est selon nous un besoin de même importance que les besoins de logement, de travail, de qualité de vie. Ce n'est pas un besoin à négliger, à mettre en dessous dans l'échelle des valeurs. Un site semi-naturel n'est pas quelque chose à conserver tel quel jusqu'à ce qu'une utilisation plus ad hoc en soit trouvée. Pour être et rester vivables, nos cités ont besoin d'espaces verts de tous types et particulièrement de sites semi-naturels rendant le contact avec la nature possible. La ville, pour rester attractive, se doit donc d'investir dans ce domaine et de lui réserver un pourcentage – important – de sa superficie.

METTRE LA NATURE SOUS CLOCHE ?

Ce grief est souvent fait aux défenseurs de la Nature, de la biodiversité, des sites semi-naturels : ils s'approprieraient ceux-ci, les mettant sous cloche. Rien de moins vrai, et les efforts d'initiation au partage des beautés et des réalités de la nature qu'ils prodiguent lors de leurs nombreuses activités dédiées au public en attestent à foison. Seulement voilà, pour partager la nature

encore faut-il commencer par préserver celle-ci. Et c'est ici que plusieurs projets, généralement très médiatisés, posent problème : ils mettent en danger la pérennité même des sites semi-naturels et de la biodiversité qu'ils abritent ! Ne reste dès lors plus que l'option de s'y opposer.

LES INTÉRIEURS D'ÎLOTS

Les intérieurs d'îlots, aménagés de manière individuelle ou collective, peuvent jouer un rôle primordial dans la préservation de la Nature en ville. Ils représentent au total une superficie considérable du territoire urbain et pourraient plus facilement, de par leur réalité juridique, être orientés comme relais de conservation de la Nature et comme éléments structurants du maillage vert, ces couloirs de verdure qui sont indispensables pour permettre la dissémination des espèces et des gènes au sein de la ville.

Dans le cadre du prochain PRDD, il est possible d'aménager durablement, sans dénaturer. La Nature a sa place en Ville, et est essentielle au bien-être de ses habitants.

La biodiversité est devenue une grande priorité politique, y compris européenne (Natura 2000). La biodiversité est notre assurance pour notre survie, elle garantit et produit tout ce dont nous avons besoin pour vivre (eau, terre, air). ●

Plus d'infos : www.bruxellesnature.be



CCN - VOGELZANG CBN

Le besoin de Nature en ville est selon nous
un besoin de même importance que les besoins
de logement, de travail, de qualité de vie.

MANIFESTE DE BRUXELLES NATURE

Ce texte reprend la position de «naturalistes de terrain» qui se retrouvent dans la philosophie défendue par le «Manifeste de Bruxelles Nature» (<http://www.bruxellesnature.be/manifeste.htm>).

L'asbl Bruxelles Nature fédère les principales associations bruxelloises actives dans le domaine naturaliste.

Deux rappels, tirés de ce manifeste (déjà publié en 1993), synthétisent notre position de départ : la Nature en ville est multiforme et présente différentes qualités.

La protection de la nature en ville concerne toutes ses formes.

En ville, la nature est multiforme

Parcs, jardins et jardinets, forêt, squares, bermes centrales des avenues, allées arborées, cimetières, potagers, friches, intérieurs d'îlots, plans d'eau, talus de chemin de fer, cours d'eau et leurs berges et sites (semi-)naturels.

BRUXELLES NATURE (BN) s'intéresse à la conservation, à la préservation et à la protection de tous ces milieux tout en mettant la priorité sur les sites semi-naturels. L'action de BN ne se limite cependant pas à la protection des espaces verts existants. BN s'occupe aussi de prospective en défendant le projet d'une ville où l'élément naturel constitue une des composantes essentielles au même titre que le social, l'économique, le culturel, le logement ou les équipements.».

Les espaces semi-naturels urbains ont une valeur plurifonctionnelle.

Ce ne sont pas des espaces «vides» destinés à être urbanisés.

Le patrimoine naturel doit être préservé pour les différentes qualités qu'il présente

Il préserve la diversité biologique. Le mode de vie actuel coupe l'individu de la nature. Préserver celle-ci, c'est lui permettre de la redécouvrir. Notre devoir est de la conserver pour les générations futures.

Il contribue à la régulation de l'écosystème urbain. Le couvert végétal favorise la diminution des nuisances sonores. Il purifie l'atmosphère par filtration des poussières. Les espaces verts constituent des surfaces

importantes d'évaporation dans la ville en même temps qu'ils offrent des possibilités de rétention pour les eaux (lutte contre les inondations). Ils jouent un rôle de tampon climatique contribuant ainsi à la ventilation de la ville et à la régénération de l'air que nous respirons.

Il structure le paysage urbain et renforce l'esthétique de la ville. Les arbres d'alignement monumentalisent les avenues et les squares, ponctuent, agrémentent et sécurisent les carrefours; les parcs et jardins, valorisent les bâtiments, et les sites naturels articulent la ville. L'ensemble des éléments naturels confère à la ville un caractère paysager attrayant et essentiel.

Il sert de support à des activités non-contraindantes pour le milieu : promenade, photo, peinture, lecture, musique, jogging, etc. Son rôle social doit être préservé.

Les espaces verts jouent un rôle antistress et constituent un faisceau de références spatio-temporelles essentielles en milieu urbain pour contribuer à l'épanouissement de chacun de ses habitants.

La proximité de sites naturels dans la ville facilite grandement l'apprentissage des sciences naturelles. Pour le public, et plus particulièrement les jeunes, les espaces verts sont les supports rêvés pour la découverte du milieu.

Les sites semi-naturels font partie de notre patrimoine culturel au même titre que les richesses architecturales de notre ville. La valeur scientifique des espaces semi-naturels doit être préservée pour le degré d'irremplaçabilité, de biodiversité, de rareté des espèces qui les composent et de spécificité des milieux. (Pour les raisons qui précèdent, leur valeur est inestimable, et ne peut être quantifiée en termes économiques), De plus, ceux-ci abritent la flore et la faune indigène constituant les derniers témoignages du milieu d'origine, sur lequel s'est construit Bruxelles.

Les espaces semi-naturels contribuent au maintien d'activités humaines traditionnelles telles que par exemple l'horticulture et l'agriculture de loisirs, le pâturage, la sylviculture, la cueillette et l'apiculture.

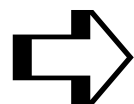
Les espaces verts constituent les habitats de la flore et de la faune indigènes, ou assimilés.



HISTOIRES DE POTAGERS

Cultiver ses propres légumes est une tendance de plus en plus populaire à Bruxelles. Des membres du Début des haricots, une asbl qui soutient ce mouvement depuis plusieurs années, reviennent sur leur expérience. L'agriculture urbaine ? Une voie prometteuse pour concilier social et écologie, et rendre notre ville plus vivable.

CYRILLE CLAEYS, MARTIN PIGEON, MAARTEN ROELS – DÉBUT DES HARICOTS ASBL



Les jardins potagers dans la ville sont vieux comme le monde, mais ont souvent fait les frais de la densification urbaine. À la base jardins «maraîchers», ensuite «ouvriers» permettant de survivre avec un salaire ou des allocations de chômage insuffisantes, ils ont aujourd'hui des fonctions mixtes, entre auto-apprentissage, délassément, divertissement, redécouverte du lien avec la terre, échanges entre habitants/voisins... Le jardin comme espace «soupape» aux tensions urbaines, lesquelles sont aussi souvent les conséquences d'un manque d'espace public intime.

Ces jardins nouveaux modèles ont vu le jour sous divers noms, jardins collectifs en Belgique, partagés en France, communautaires au Québec sur le mode des «community gardens» (GB et US). Ces jardins sont pour la plupart établis sur des friches avec des contrats plus ou moins précaires et sont des endroits où un groupe d'habitants cultivent ensemble au quotidien ou le week-end. Semis et récoltes sont le plus souvent partagés, même si les formes de gestion varient largement suivant les lieux, on retrouve comme facteur commun l'envie d'expérimenter des formes de création collective. Ces terrains, bien souvent promis à un avenir de pétrification verticale et

dont le futur reste fragile, sont aussi une forme d'action politique et de revendication d'une autre appropriation de l'espace urbain qui passe par la création de nouveaux communs.

En tant qu'asbl, le Début des haricots a toujours eu envie de lier la sensibilisation à l'action concrète. Initiée par des agronomes, l'asbl essaie de relier agriculture, alimentation et nature. Les jardins collectifs étaient un beau cadre pour expérimenter cela. C'est ainsi que sont nés le jardin de la rue Gray et celui de Tour et Taxis.

DE LA FRICHE AU JARDIN COLLECTIF

Le jardin de la rue Gray est une friche de 500m² appartenant à la régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale, obtenue avec l'aide du contrat de quartier Sceptre et située en pleine vallée du Maelbeek. Quand nous sommes arrivés, la zone était un terrain vague envahi de budleia (arbres à papillon, une plante invasive), remblayé de sable et de briques ainsi que de nombreux déchets. Par sécurité, toutes les plantes annuelles sont donc cultivées dans de la terre que nous avons amenée et placée dans des bacs en bois, de deux mètres sur quatre. Mais nous avons aussi planté en pleine terre des arbustes et arbres dont le pouvoir filtrant est meilleur : groseilliers, cassissiers, pommiers, pêchers, poiriers... de variétés anciennes.

Quelques six ans après le début de la mise en culture, l'ancien terrain vague est devenu vert et fertile. Les arbres poussent, une mare a été creusée qui a fini par attirer les grenouilles, grandes mangeuses de limaces (merci à elles) et à l'occasion un couple ou l'autre de canards y séjourne. Nous nous efforçons de faire comprendre aux participants l'importance de ne pas recourir aux biocides, qui empoisonnent peut-être certains nuisibles à court terme mais nous empoisonnent tous à long terme.

Le jardin donne sur la rue Gray, qui est très passante, ce qui permet à de nombreux habitants de voir les progrès en cours, voire d'y passer quelques instants. Le compost de quartier, permettant aux voisins de venir déposer leurs déchets organiques, fonctionne très bien et la production de compost est importante (ce qui nous a aussi permis de fertiliser le terrain). Avec Timothée et Satya, deux jeunes motivés, un abri et une toilette à compost à toiture végétalisée ont été construits avec des matériaux recyclés. Plantes sauvages indigènes et aromatiques, échanges entre jardiniers et passants, voilà un espace où l'on peut travailler avec la vie et la ville. Réunions, brunchs, organisation, ce n'est pas facile, des gens s'en vont, d'autres arrivent, le jardin est un chantier perpétuel. Récemment,



POTAGER DE LA RUE GRAY - DEBUT DES HARICOTS

Maria Canfield, une jeune artiste mexicaine a peint et accroché des papillons multicolores afin d’embellir la façade côté rue Gray, recouverte de roofing noir sans intérêt.

Ces jardins sont donc des lieux où se mélangent la production de fruits et légumes pour l’alimentation humaine, la nature sauvage (nous laissons toujours des zones non gérées comme refuges), des habitants proches et moins proches, des jeunes et des vieux, des travailleurs et des chômeurs, et où la simple participation à ce type de projet aboutit à la prise de conscience par l’expérience d’une longue liste de problématiques environnementales : cela en fait un puissant outil d’émancipation personnelle et d’éducation populaire.

Nous n’avons pas d’estimation du nombre d’enfants et d’adultes qui ont visité ces jardins mais, en cinq ans, plusieurs milliers d’individus sont passés. Ces projets en ont suscité d’autres, ce qui est une belle récompense.

RELOCALISER LA PRODUCTION MARAÎCHÈRE

Le premier est la ferme urbaine de NOH (Neder-Over-Heembeek), à côté de Nos Pilifs. C’est un projet de maraîchage incluant la formation de 4 jeunes. Utilisant une approche agro-écologique et en partie des méthodes biodynamiques, le travail du sol se fait avec deux ânes. Un petit hectare de légumes, qui cette année a nourri une cinquantaine de familles (excepté quatre mois d’hiver). Le lieu, qui accueille un nombre important de bénévoles, est aussi propice au partage de savoir-faire en maraîchage. Ici aussi, nature, agriculture, formation et lien social se marient harmonieusement. Le projet s’est récemment inspiré en Flandre dans le réseau des CSA (Community

Supported Agriculture) démarré en 2007 avec la ferme de Tom Troonbeeckx à Leuven (www.csa-netwerk.be).

Le dernier-né, «Potage-toit», est un jardin sur les toits de... la Bibliothèque Royale, en plein cœur de Bruxelles, réalisé par un bénévole motivé de la ferme urbaine. Il s’agit d’un espace de 400 m² de terrasse qui était inutilisé et qui a été transformé en lieu vivant où on apprend le maraîchage et fournit la cantine de la bibliothèque en légumes frais (<http://potage-toit.blogspot.com/>).

Tous ces projets témoignent d’une approche de la nature qui n’est pas purement productive, comme c’est souvent le cas dans l’agriculture traditionnelle, ni purement d’agrément ou de conservation, ce qui est en général la vision qu’en ont les urbains. Ce type de lieu permet de lier ensemble la cohabitation et le respect de la nature sauvage chers aux environnementalistes, la production agricole nécessaire à la souveraineté alimentaire, un habitat urbain de qualité en évitant la minéralisation et l’imperméabilisation intégrale des villes, et le bien-être humain que permet l’existence de lieux de socialisation et de production accessibles gratuitement. Pour nous, ces projets nourrissent l’espoir qu’un autre modèle de vi(e)lle est possible et réalisable.

Quel avenir pour ce genre de vision à Bruxelles ? Le jardin de la rue Gray est à quelques centaines de mètres du quartier européen, où les promoteurs ont vidé un quartier entier de ses habitants et où l’espérance de vie des bâtiments n’excède pas 20 ans... Mais le succès rencontré par ces initiatives, et leur propagation rapide, nous donnent confiance malgré tout. Dédensifier la ville là où les habitants en expriment le besoin, limiter les engins à moteur en ville pour limiter la pollution atmosphérique, améliorer les

relations entre le centre de la ville et sa ceinture verte, préserver celle-ci en la réservant à une production maraîchère locale pourvoyeuse d’emplois et aux zones boisées... sont des options réalistes, déjà mises en œuvre à divers degrés dans d’autres villes européennes comparables. ●

Plus d'infos : www.haricots.org

L'AGRICULTURE EN VILLE RESTE UN ENJEU CENTRAL

La souveraineté alimentaire commence par l'existence de professionnels agricoles locaux compétents, responsables et soutenus. Beaucoup d'agriculteurs approchant l'âge de la retraite sont en demande de soutien et de reprise de leurs exploitations, mais les compétences agricoles de la Région bruxelloise sont pour le moment peu utilisées.

Pour l'instant, les principales menaces sur le foncier agricole autour de la Région bruxelloise et plus généralement dans le Brabant proviennent de la spéculation foncière, qui empêche les jeunes de s'installer, et des usages concurrents (développement pavillonnaire, «chevalisation»...). Autant de tendances qui ont peu de chances de s'inverser sans intervention publique.

LA VILLE SOLIDAIRE AVEC LES PAYSANS



FERME URBAINE NOH - DEBUT DES HARICOTS

Plusieurs initiatives citoyennes urbaines se sont créées pour venir en aide aux paysans autour de Bruxelles.

Les GASAP (Groupement d'achat solidaire de l'agriculture paysanne), créés en 2006, sont une solution concrète qui recrée du lien entre agriculteurs et urbains. Ce sont des groupes de citoyens (une vingtaine de foyers) qui signent un contrat avec un agriculteur, ce qui lui garantit l'achat de sa récolte pour un an. En échange de quoi, celui-ci s'engage à produire de façon biologique mais, sans engagement sur les volumes. Ce système solidaire garantit au producteur son revenu quels que soient les aléas climatiques ou biologiques. Ceci transforme le consommateur en citoyen engagé et conscient des enjeux de l'alimentation. La cinquantaine de GASAP de Bruxelles, se sont maintenant constitués en réseau (voir www.gasap.be), ce qui permet aux producteurs de discuter régulièrement avec leurs groupes, ainsi que de mutualiser les productions pour mutualiser les risques.

Une autre magnifique initiative citoyenne a vu le jour ces derniers mois : le mouvement « *Terre en vue* »^[1], inspiré de projets similaires en Flandre et en France. Chaque semaine, 41 fermes disparaissent dans notre pays, ce constat a impulsé la naissance du mouvement. Sa mission : racheter des terres agricoles avec de l'argent citoyen pour les mettre à la disposition de jeunes agriculteurs désirant s'installer. La coopérative est maintenant constituée et a acheté ses premières terres en Wallonie en avril 2012.

Bien sûr, ces initiatives n'en sont encore qu'à leurs premiers balbutiements, mais elles sont autant d'expérimentations qui serviront d'utiles préalables aux réponses concrètes, cohérentes, solidaires, que nous aspirons à mettre en place pour mieux vivre au quotidien aujourd'hui et demain. Vous êtes invités à nous rejoindre !

1. voir : www.terre-en-vue.be



PTTL

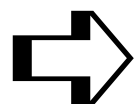
Baobab 81 a donné naissance, en octobre 2010, à un potager collectif à deux pas de la gare du Midi, derrière les petits appartements de la Cité Fontainas. Tourné en super 8 par PTTL, le film « Savez-vous planter des choux » retrace les premières semences du projet.

www.baobab81.org



DES NATURES À SE RÉAPPROPRIER

NICOLAS PRIGNOT ET SOPHIE DEBOUCQ



À l'arrière de grillages, de talus de chemin de fer ou de coins de rues méconnus se cachent parfois des espaces créés ou recréés, gérés ou maintenus, gardés du coin de l'œil par de fervents défenseurs de la nature, occupés par des collectifs en expérimentation, des habitants en voyage ou des enfants en apprentissage.

La «nature en ville» se dévoile dans les «espaces verts» ou «semi-naturels», mais nous pouvons la découvrir également au gré des friches, potagers, rues, balcons ou intérieurs d'îlots qui sont habités par cette nature fourmillante. Différentes mains s'affairent car ces espaces de nature sont aujourd'hui incapables de subsister sans interventions. Les différentes formes de nature demandent notre protection active et ne subsistent plus sans notre bienveillance. Alors qu'on s'évade pour rêver la ville, la penser, il est pertinent de donner des espaces aux êtres qui constituent la nature. De nos interactions avec ces êtres et ces espaces découlent nos rapports avec la nature. Ces rapports, nous devons les penser.

Actuellement, à Bruxelles, nombre de projets émanent de la volonté de sauvegarder des espaces de nature dans la ville en traçant un chemin qui leur est propre. Mettons nos pas dans deux d'entre eux.

ESPACES VECTEURS DE PROBLÉMATIQUES RENFORCÉES

Une initiative a fait son apparition dans le quartier européen : la «friche Eggevoort». Joutant le parc Léopold, ce projet est le fruit de différentes graines. La friche sert de terrain à diverses activités : des cultures dans des cassettes vidéos, la création d'une mare, une spirale d'aromatiques, des activités en collaboration avec la Zinneke Parade autour des plantes sauvages ou avec les Nouvelles Rivières Urbaines visant à harmoniser les cycles

de l'eau avec la réalité urbaine, etc. Les habitants regroupés sous le collectif PUM^[1] occupent les lieux dans une démarche participative mais se réunissent également autour d'enjeux urbains relatifs au quartier.

À travers leur participation à ce projet, les citoyens ont su se rendre sensibles à la pluralité des problématiques et des acteurs, tendant à dépasser les distinctions entre nature et urbanité, entre Région et Quartier, entre institution et citoyenneté. La réappropriation de la friche s'impose comme un moyen d'expression, d'expérimentation de savoirs et techniques, et d'action. S'y croisent différentes compétences, qui se nourrissent mutuellement, ce qui a permis à la mobilisation de se renforcer et de s'étendre. Plus la friche devient complexe, plus il y a de liens, plus les projets se superposent, et plus la participation devient solide. C'est dire l'importance de préserver de tels espaces à l'heure d'une urbanisation intense du quartier européen !

QUELLES LIMITES D'ACCÈS POUR QUELLE NATURE ?

À quelques kilomètres de là, à Schaerbeek, le parc Walckiers, situé sur le site du Moeraske, a vécu quelques agitations récemment. À l'initiative de Bruxelles Environnement, une demande de permis d'urbanisme a été déposée pour permettre l'ouverture du parc aux visiteurs, l'aménagement d'une piste cyclable offrant un passage à la promenade verte et l'installation d'une plaine de jeux. Le site du Moeraske compte 14 hectares et propose une promenade ouverte de 2 km, tandis que le parc Walckiers compte 4,5 hectares et est ouvert au public uniquement via des visites guidées organisées par la CEBE^[2], gestionnaire du site depuis un peu plus de 20 ans.

En effet, la biodiversité particulière du parc Walckiers demande elle aussi une gestion constante, et n'existerait sans doute plus si le

parc était soit totalement ouvert soit laissé à lui-même.

L'ouverture partielle au public d'un espace semi-naturel comme le parc Walckiers, avec des infrastructures adéquates et une gestion adaptée permettant le maintien de cette biodiversité, facilite le développement d'une sensibilité vis-à-vis de l'environnement. L'accès «balisé» aux espaces verts en milieu urbain est un moyen de susciter un intérêt pour la nature et in fine de dégager un terrain propice au désir de protection de ceux-ci. Motiver les habitants à préserver des espaces de nature à proximité de leur lieu de vie passe par une bonne information à propos de la biodiversité en présence sur des lieux ouverts au public ainsi que par un travail de multiplication des formes de réappropriation de la nature en ville.

À la friche Eggevoort, il s'agit d'introduire collectivement de la biodiversité dans un parc de la ville dense, tandis qu'au parc Walckiers, il est question d'apporter un usage social dans un site semi-naturel. Il existe plusieurs modes d'agir autour des objets et des lieux qu'on qualifiera de «naturels». Dès lors, il semble nécessaire de dépasser la vision parcellaire de la «nature en ville» en travaillant les représentations que nous alimentons à son sujet, d'appriivoiser collaborativement cette nature multiple et de tendre vers une vision plurielle des modes d'agir sur ces espaces de nature. C'est donc en poussant la coexistence de différentes façons d'être et modes d'action que la pluralité des formes de natures pourra se construire. Nous pouvons alors avancer qu'une valorisation diversifiée de la nature ira de pair avec un changement de perception de ces espaces naturels, de notre capacité à nous les réapproprier et donc de les protéger. ●

1. Projet Urbain Maelbeek.

Voir : <http://pumproject.wordpress.com/>

2. Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs asbl.



Du songe démocratique au pragmatisme démographique

Que devient le territoire lorsqu'il s'amalgame en parcelles de plus en plus vastes? Que devient le paysage urbain s'il n'est plus la propriété que de quelques uns alors que nous sommes de plus en plus?

MARCO SCHMITT

Un vendredi soir, un vélocipédiste s'est fait renverser par un bus au croisement de la rue de Trèves et de la rue Belliard. Cela s'est passé sur la voie publique d'un quartier dense et pourtant désert, le taxi qui le suivait s'est contenté de faire un léger écart pour éviter l'obstacle. Cela s'est passé dans le quartier européen qui ne veut pas oublier qu'il s'appelait Léopold, là où le sentiment d'appartenance à une nouvelle dimension de la démocratie devrait s'exprimer par l'aménagement d'un espace public plus ouvert et mieux partagé aussi entre les bus, les taxis et les vélocipèdes. La réalité est plutôt à la fragmentation de ce qui ne sait plus être mis en commun, à la spécialisation de parcours qui ne se rencontrent plus, à la division technicienne et sécuritaire des catégories d'usagers et par conséquent à l'inadvertance du conducteur de bus, à l'indifférence du chauffeur de taxi et à l'inquiétude de tous y compris des syndicats d'eurocrates inconséquents.

Cet épisode n'est pas isolé. La charge furibonde du fonctionnaire au parapluie vengeur, les incivilités encombrantes de si nombreux chantiers, les paroles vindicatives d'automobilistes émotifs, les obstacles mis au travers des chemins de l'Europe, le quartier européen est le terrain miné de nos rêves déçus. Là où le territoire devient la parcelle unique,

nous devrions sans doute nous résoudre avec mélancolie à ne plus avoir à partager la douceur de vivre ensemble.

Le mépris du fonctionnaire

«Le mépris est l'histoire de ce monde» nous raconte Jean-Luc Godard. «Le mépris est un des sentiments humains le plus partagé» affirmait l'ami qui s'est pourtant tellement mépris. Il se pourrait que le mépris soit le signe de la faiblesse morale de celui qui méprise. Celui qui méprise se méprend et l'inattention puis la suffisance et enfin l'offense s'empare de celui-là.

À l'heure où tout change, vacille et s'effondre, dans notre quartier autant qu'ailleurs, la faiblesse morale et les errements nous précipitent tous ensemble vers un «on ne sait quoi» qui n'est surtout pas ce que nous en avons rêvé. Le quartier européen de Bruxelles n'est pas n'importe quel quartier et quand on y divague, on s'y trompe plus qu'ailleurs, celui qui se méprend s'y perd plus qu'ailleurs.

Les ateliers d'artistes dans la rue Wiertz n'essayent pas d'en imposer, c'est une tentative, peut-être vaine, pour que le quartier européen n'oublie pas qu'il s'appelait Léopold, c'est sans doute une tentative illusoire de parler d'une autre ville que celle qui se

dessine chaque jour d'avantage dans de biens secrets conciliabules et de biens mesquins salons de velours. Ce qui s'est fait le plus remarquer à ce sujet dans les paroles suffisantes d'un fonctionnaire communal lors d'une réunion du Fonds Quartier européen a été le mépris qu'elles donnaient à entendre et ce mépris-là, pour ce quartier-là, est à prendre avec plus de gravité qu'ailleurs.

Le chien fait le lien

Un matin d'hiver enneigé, au moment de retourner vers la maison avec le chien, le vélocipédiste devenu piéton a rencontré devant son garage Madame d'Outre-L'âme qui lui a fait de chaleureuses salutations. Comme il n'avait jamais eu l'occasion de la rencontrer auparavant, il a supposé qu'elle avait surtout reconnu le chien qui est celui de sa voisine, le chien a fait le lien. Après avoir échangé quelques amabilités de circonstance, lui est venu en mémoire une autre Madame rencontrée un matin sur un chemin ensoleillé de la côte d'Azur. Elle n'a pas répondu à des salutations tout aussi enjouées alors que le petit bichon qu'elle promenait au bout d'une laisse dorée faisait une si belle démonstration d'amitié. Si le chien faisait courtoisement le lien, cela ne fut pas le cas de son auguste rombière. Pourtant, quoi de plus aisé que la rencontre «chien-chien» pour susciter un minimum de civilité?

Dans le quartier européen qui ne veut pas oublier qu'il s'appelait Léopold, lors d'une session MAP-it, nous avons imaginé installer des «doggy speaking corners». Dans un quartier si discourtois, commençons par promouvoir le premier degré de la sociabilité, nous verrons bien si nous parviendrons à rejoindre ensuite des niveaux de civilité plus élaborés.

D'un empire à l'autre

Dans le long et mélancolique poème qu'il dédie à la cité éternelle quand il a eu à la fuir à la chute de l'empire romain, Claudius Namatianus implore :

*Exaudi, regina tui pulcherrima mundi,
inter sideros, Roma, recepta polos!
Exaudi, genitrix hominum genitrixque
deorum;
non procul a caelo per tua templa sumus*

*Ecoute, si belle reine du monde qui est tien,
Oh Rome, cœur de ce monde, exilée parmi
les étoiles,
Ecoute, mère des hommes et mères des dieux,
Dans tes temples nous ne sommes pas
si loin du ciel*

Le vélocipédiste d'aujourd'hui se souvient aussi du souvenir de la Belgique Joyeuse, des lendemains toujours plus chantants et de la modernité encore envisagée avec enthousiasme. Si l'Union européenne est la forme démocratique de l'antique aspiration à l'universel, si Bruxelles en est la capitale étoilée et le quartier européen le temple resplendissant sans cesse reconstruit, si nous sommes au bord du même gouffre qui agite tant les Grecs, que devrions nous penser de ce lendemain chiffré qui incombe et qui nous encombre? Qu'en est-il d'aujourd'hui lorsqu'on nous demande à Bruxelles, dans les ateliers prospectifs du Plan Régional de Développement Durable, de nous projeter à l'horizon 2040 avec la démographie pour seul et réducteur horizon? ●

*Exaudi me, regina coeli
mundum laetificare dignatus es*

Lectures sous un arbre

LES MARCHANDS DE DOUTE

Si ce n'était pas un livre historique, philosophique et politique, ça pourrait presque être un roman. Ou plutôt, ça devrait être un vrai polar, avec des crimes, des mensonges, des détournements, des falsifications. Malheureusement pour les protagonistes, ce n'est pas un roman, c'est le récit d'une longue série de mensonges organisés par des lobbies industriels afin d'éviter toute régulation qui mettrait en danger leurs intérêts. Il y a bien des crimes, mais contrairement au roman, on ne retournera pas à notre vie quotidienne de la même manière, car les protagonistes c'est nous.

Le livre d'Oreskes et Conway a déjà fait parler de lui, et ce à raison. Le cœur de l'ouvrage est consacré à plusieurs études historiques poussées : comment les industries du tabac, de l'énergie, de la chimie, du pétrole ont sciemment organisé le doute à propos des risques liés à leur produit. Pour le tabac on le sait, l'industrie était au courant du lien entre tabagisme et cancer du poumon depuis longtemps, mais elle a mis en place des stratégies précises visant à retarder toute réglementation contraignante. Tenter de faire penser que les choses ne sont pas certaines, à l'aide de financements de la recherche sur d'autres causes pour détourner l'attention, de lobby, de détournement d'information ou de vrais mensonges, la panoplie des outils mis en place est très large. L'industrie du tabac a finalement été condamnée pour ces pratiques en 2006, pour avoir «préparé un plan destiné à tromper les consommateurs et consommateurs potentiels sur les dangers du tabac»^[1] car ils savaient depuis les années 50 que le risque était bien réel, mais ont tout mis en œuvre pour le minimiser.

Quels liens avec la couche d'ozone, l'industrie balistique, les CFC, le DDT ou le réchauffement climatique ? Il faut bien mettre «liens» au pluriel. Tout d'abord, il s'agit des mêmes stratégies argumentatives, des mêmes manières de créer le doute, de la même rhétorique, du même genre d'omissions, de détournement d'information, de



la même manière de sortir des informations de leur contexte pour leur faire dire l'inverse de ce pour quoi elles ont été créées. Mais il y a un autre lien, plus souterrain, qui est lié à des personnes et groupes de pression politiques ayant participé à tous ces faux débats: ces débats ne sont pas de sains débats, il s'agit de fabrication organisée de doute en fonction d'objectifs politiques clairs, à savoir faire en sorte que les marchés ne soient pas régulés. Le «laisser-faire» à tous prix, même au prix du mensonge, pour une vision idéologique liant directement capitalisme et liberté.

Le livre fait-il partie de ceux qui dénoncent une «théorie du complot»? A cette question il faut répondre par la négative. Certes, l'ouvrage montre que le doute est organisé comme un produit par des personnes, des gens qu'on peut nommer, dans des stratégies écrites, datées (et en cela il s'agit d'un travail d'historien). Mais il se concentre aussi sur la question de savoir comment cela marche ? Comment se fait-il que ces stratégies fonctionnent? Comment un si petit nombre de personnes peuvent arriver à mettre en place une telle machine à produire du doute ? Et c'est là tout l'intérêt de l'ouvrage. Nous montrer comment la moindre faille peut être exploitée. Prenons le réchauffement du climat: il n'y

a aucune controverse sur l'origine humaine de ce réchauffement dans la littérature scientifique. Aucune. Il y a des questions qui sont débattues, étudiées, des améliorations apportées aux modèles, etc. Mais des remises en cause fondamentales ? Il n'y en a pas. Alors pourquoi entend-on que c'est le soleil, les cycles de la nature, qu'on n'en sait rien, etc ? Ce sont des questions qui en tant que telles sont légitimes, et qui ont été posées dans la littérature scientifique. Mais qui ont trouvé une réponse satisfaisante... il y a des dizaines d'années. Et il faut ici être littéral : les réponses à ces questions existent depuis des décennies. A ce niveau là, il ne s'agit pas de «doute raisonnable» qui ferait progresser une science, mais de mauvaise foi entretenue pour des raisons politiques, par des gens qui ne cherchent pas des réponses à leur questions, mais juste à produire des effets sur les prises de décision politiques.

La faute aux médias ? En partie sans doute, mais c'est un peu facile de s'en prendre à eux. Car les scientifiques se sont fait prendre à leur propre jeu, et n'ont pas su comment réagir à ces attaques. Là où ils demandaient l'adhésion du public, le moindre faux doute exprimé leur fut fatal. Et Oreskes et Conway de conclure qu'il faut aujourd'hui repenser les rapports entre sciences, politiques et publics. Car il y a bien un débat qui reste ouvert, et c'est celui de savoir comment répondre à un tel savoir. Que faire avec lui ? Comment réagir au réchauffement du climat? Et là c'est une réponse collective dont nous avons besoin. «Laisser faire le marché» est simplement une réponse parmi d'autres possibles, même si on peut en effet penser qu'elle fait partie des pires réponses possibles. Mais le débat sur le réchauffement n'est pas celui de sa réalité, mais de savoir ce que nous pouvons collectivement en faire. ●

NICOLAS PRIGNOT

1. Déclaration du juge de district Gladys Kessler, cité par Oreskes et Conway, p.59

ECOLOGIE

• Peut-on établir un lien entre l'évolution du climat et le développement des civilisations humaines ? Dans **Les civilisations à l'épreuve du climat** (éd. Dunod), VINCENT BOQUEHO analyse l'impact du climat sur l'histoire humaine.

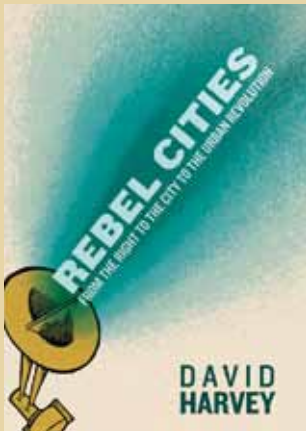
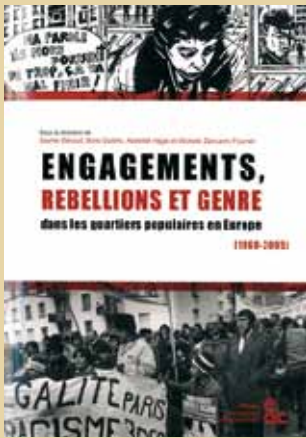
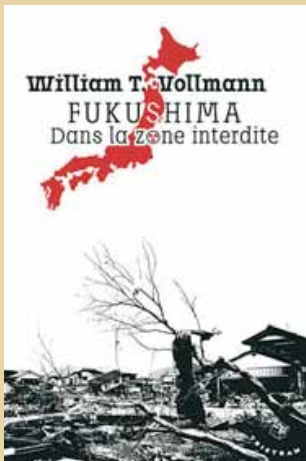
• ALAIN LIPIETZ, autrefois député Vert européen et candidat malheureux aux élections présidentielles françaises, plaide pour un «pacte écologique» en Europe. Avec **Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste** (éd. La Découverte), il tente de ramener la question écologique dans le débat politique et de démontrer que la crise actuelle n'est pas uniquement financière.

• À la lumière de plus de 200 romans, films, bandes dessinées ou publicités, **Les écofictions - Mythologies de la fin du monde**, un essai de CHRISTIAN CHELEBOURG (éd. Les impressions nouvelles), explore la représentation des catastrophes écologiques qui peuplent notre imaginaire et notre quotidien.

ENERGIES

• En 1928, les patrons de Shell, d'Exxon et de BP tiennent une réunion secrète en Ecosse où ils s'arrogent le droit de se partager le marché du pétrole et de décider des prix. Très vite rejoints par d'autres compagnies (Chevron, Mobil, Texaco, Total), que l'histoire retiendra sous le nom des «Sept Sœurs», leur accord va secouer le monde jusqu'à nos jours... Avec **L'inavouable histoire du pétrole - Le secret des 7 sœurs** (éd. de la Martinière), FRÉDÉRIC TONOLLI retrace plus de 150 années de pétrole.

• **L'hydrogène, carburant de l'après-pétrole ?** (éd. Technip). C'est la question que posent EDOUARD FREUND et PAUL LUCCHESI dans un ouvrage qui documente les arguments des tenants et des opposants de cette thèse, et s'intéresse notamment aux problèmes de sécurité que poserait un usage grand public de l'hydrogène «énergétique» dans le monde de l'après-pétrole. ➡



Un an après Fukushima, de nombreux auteurs tentent de révéler l'indicible de cette catastrophe sans précédent et de combattre l'amnésie. C'est l'ambition du livre d'ARKADI FILINE, **Oublier Fukushima** (éd. du bout de la ville), qui réfute les mensonges des États nucléarisés destinés à banaliser «l'incident» du 11 mars 2011. En publiant son **«Journal des jours tremblants»** (éd. Verdier), Yoko Tawada, Japonaise vivant en Allemagne, dénonce elle aussi la manipulation des médias et la langue de bois des autorités nipponnes.

Deux ouvrages s'intéressent plus particulièrement aux conséquences environnementales et sociales de l'accident dans les régions proches de la centrale nucléaire. **Fukushima. Dans la zone interdite** (éd. Tristam) relate le «voyage à travers l'enfer» entrepris dans ce périmètre par le reporter WILLIAM TANNER VOLLMANN au lendemain du séisme et du tsunami. **Fukushima, récit d'un désastre** (éd. Gallimard) de MICHAËL FERRIER engage une réflexion humaine sur la vie dans les

zones contaminées : «la demi-vie», cette «entreprise de domestication comme on en a rarement vu depuis l'avènement de l'humanité» mais qu'une fraction des élites dirigeantes a réussi à imposer. Romanciers, poètes, essayistes et artistes ne sont pas en reste. Dans **L'Archipel des séismes** (éd. Philippe Picquier, coordonné par CORINNE QUENTIN et CÉCILE SAKAI), plusieurs d'entre eux livrent leurs témoignages, réactions à vif, méditations et visions d'après la catastrophe, l'ensemble permettant de mieux comprendre la société japonaise, ses craintes et ses espoirs. **Après Fukushima** (éd. Golias, coordonné par SEEGAN MABESOONE), fait un exercice similaire mais en compilant des haïkus, ces courts poèmes japonais, de différents auteurs. **Tu n'as rien vu à Fukushima** (éd. Buchet-Chastel) est une lettre personnelle écrite par DANIEL DE ROULET, ancien travailleur dans une centrale nucléaire, à une amie japonaise, en écho à «Hiroshima, mon amour»...

POLITIQUES URBAINES

• L'urbain regroupe 80% de la population française et intéresse la quasi totalité de ses modes de vie, de pensée, de consommation. GUY BURGEL constate pourtant que la ville n'est pas au coeur du débat public et des propositions politiques. **Pour la ville** (éd. Créaphis) explore les liens entre ce silence et notre urbanisme contemporain : une ville dévoreuse d'espace, source de pollution et de mal-être, créatrice et victime des atteintes environnementales, indissociablement liée au vertige productiviste et à la montée de l'exclusion et de la violence... Cet essai s'oppose à cette idéologie anti-urbaine et à cet aveuglement amnésique.

• **À quoi sert la rénovation urbaine ?** (éd. PUF). Partant du «programme national de rénovation urbaine» de 2003, dont l'objectif affiché est de résoudre le problème des banlieues par une transformation de leurs structures spatiales pour y instaurer une mixité sociale, cet ouvrage collectif dirigé par JACQUES DONZELOT s'attache à montrer que, si les opérations de rénovation ont transformé le paysage physique des quartiers concernés, elles n'ont pas permis d'en transformer la composition sociale ou de les faire sortir de la relégation. Néanmoins, les auteurs nous invitent à moins nous attacher aux intentions proclamées des politiques urbaines plutôt qu'à ce qu'elles produisent réellement.

SOCIOLOGIE

• ERIC LE BRETON publie **Pour une critique de la ville** (éd. Presses Universitaires de Rennes), consacré à la sociologie urbaine française des années 1950 aux années 1980. Des décennies marquées par une puissante révolution urbaine qui a redessiné brutalement la physionomie urbaine et le cadre de vie des Français. Parallèlement, de nouveaux systèmes de pensée ont redéfini les articulations entre science et politique, pensée et action, réalités locales et logiques globales. La sociologie urbaine critique est née de la combinaison de ces embrasements urbain et intellectuel.

• CATHERINE FORET, géographe et sociologue, est l'auteur de nombreuses recherches et études sur la transformation des quartiers populaires, sur le rôle des espaces publics en ville et sur les dynamiques culturelles – en particulier les questions relatives aux mémoires et aux patrimoines urbains. Dans **Mémoires et Territoires, repères pour l'action** (éd. de la Contre allée), elle s'intéresse plus particulièrement à la question mémorielle et à son articulation avec les territoires.

RÉVOLTES URBAINES

• **Engagements, rébellions et genre dans les quartiers populaires en Europe (1968-2005)** (éd. des Archives contemporaines) offre un panorama de travaux concernant les rébellions urbaines dans les quartiers défavorisés, principalement en France mais aussi au niveau européen. Son intérêt réside dans la confrontation de contributions venues de divers champs disciplinaires – histoire, science politique et sociologie – et dans l'étude croisée des engagements militants, des mobilisations collectives et du genre sur la période historique de 1968 à 2005 : des émeutes urbaines aux mobilisations collectives immigrées, en passant par la participation militante, politique et syndicale. Coordonné par SOPHIE BÉROUD, BORIS GOBILLE, ABDELLALI HAJJAT et MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL.

• **Understanding Cairo. The Logic of a City Out of Control** (éd. American University in Cairo Press) est paru juste avant le soulèvement populaire qui a mené au départ de Moubarak. DAVID SIMS, qui vit et travaille au Caire comme consultant en urbanisme, y souligne le rôle des politiques publiques dans la colère des habitants des quartiers informels, s'étendant ensuite à l'ensemble de la ville.

• Bien avant l'apparition de mouvements comme Occupy ou les Indignés, les grandes villes sont devenues les lieux d'émergence de revendications de changement social et politique. Dans ces mêmes villes s'accumulent en même temps le capital financier et se jouent des luttes pour le contrôle des ressources urbaines. Dans **Rebel Cities: From the Right to the City to the Urban Revolution** (éd. Hardback, en anglais), DAVID HARVEY replace la ville au coeur de ces luttes, en sillonnant dans l'histoire récente et plus ancienne, de Paris à Londres en passant par Bombay, New York ou São Paulo.

• Dans le métro, il n'y a plus de première classe depuis longtemps. Dans la vie à l'air libre, c'est un peu différent... Le métro est l'un des derniers lieux du lien social, où les frontières et les séparations si solides en surfaces s'évanouissent momentanément. **Le métro est un sport collectif** (éd. Rue Fromentin) est le fruit d'une année d'observation et de chroniques effectuées en sous-sol par BERTRAND GUILLOT.

TERRITOIRES

• **La tentation du bitume** (éd. Rue de l'Echiquier) étudie le recul de la campagne française, la raréfaction des terres fertiles et le morcellement des espaces naturels face à l'étalement urbain, qui résulte de la crise du logement, du désir de propriété individuelle, du développement de zonings commerciaux et d'un espace modelé pour l'automobile. Eric Hamelin et Olivier Razemon brossent un tableau de la bataille inégale qui se livre entre la soif de bitume et les rares garde-fous susceptibles de contrer le phénomène.

• Tout système politique peut être analysé au travers de son architecture. **Le cauchemar pavillonnaire** (éd. L'Echappée) cherche à comprendre celui dans lequel nous vivons. JEAN-LUC DEBRY s'y intéresse au phénomène des zones spécialisées (industrielles, commerciales,

résidentielles, vertes, de loisir...) qui se reproduisent partout à l'identique, faisant peu à peu disparaître la notion de «ville» et bientôt de «campagne». Les zones pavillonnaires, qui envahissent les abords des villes et des villages, incarnent un idéal et un mode de vie fondés sur l'aliénation désirée, l'obsession de l'hygiène et de la sécurité, le culte de la marchandise et de la propriété privée.

• Partout dans le monde, les terres sont menacées par l'accaparement des sols par les pays riches et les entreprises puissantes, la pression foncière, l'exploitation trop intensive et le poids des lobbies. Dans **La fin des terres - Comment mangerons-nous demain ?** (éd. Scribner), ANDRÉ ASCHIERI et MAUD LELIÈVRE s'attachent à démontrer qu'il est possible de nourrir la planète avec une agriculture raisonnée.

BONNES ADRESSES

Le site internet d'**Inter-Environnement Bruxelles** propose la «Revue du web», une sélection d'articles mise à jours quotidiennement via de nombreuses sources : sites de comités de quartiers, d'associations spécialisées ou de médias de Bruxelles et d'ailleurs. Une autre manière de s'informer, qui vous fera naviguer sur le web et découvrir bien des sites. Les sites présentés ici font partie de nos sources régulières. www.ieb.be

• **Métropolitiques** est une revue électronique internationale créée pour favoriser les débats et confronter les savoirs et les savoir-faire sur la ville, l'architecture et les territoires. Animée par des enseignants-chercheurs et des praticiens issus de la plupart des disciplines de l'urbain, elle favorise le croisement des savoirs et la confrontation entre des travaux académiques et des expériences de terrain liées au monde professionnel, politique ou associatif. Parmi les récentes publications en ligne, épinglons notamment un dossier sur l'habitat alternatif, une contribution sur la notion et l'usage politique du mot «métropole», ou encore une autre sur «Le logement social en Europe : la fin d'une époque ?» www.metropolitiques.eu

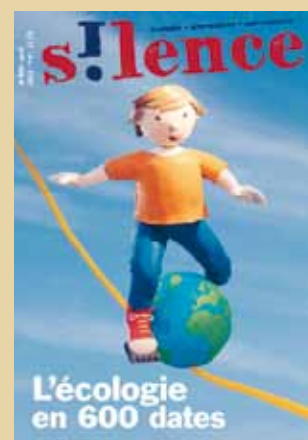
• Coopérative intellectuelle, lieu de débat et atelier du savoir, **La vie des idées** veut être un réseau de compétences qui dépasse les frontières géographiques et croise les champs disciplinaires, tout en cherchant à rester accessible au plus grand nombre. La consultation du site et l'abonnement aux lettres d'information sont entièrement gratuits. Parmi les sujets récemment traités, une série d'articles autour de l'expression confuse de «ville durable» et des enjeux qu'elle recouvre. www.laviedesidees.fr

• **La Gazette de Bruxelles** est née en août 2009 de l'initiative d'un groupe de collaborateurs bruxellois qui entendent retrouver l'esprit de la presse «locale». Le site se veut un journal d'exploration du quotidien de la société bruxelloise sous ses multiples facettes et par les différents modes d'expression que permet la Toile. Parmi les posts récents, notons un article qui explore les relations entre mobilité et pouvoir à travers l'histoire de la Belgique. www.gazettebxl.interenet.be

DEMOGRAPHIE

• À l'heure où l'ONU recense sept milliards d'habitants sur la planète et où même le PRAS bruxellois est réécrit au nom du «boom démographique», HERVÉ LE BRAS pose des questions essentielles sur des notions comme celle de «population mondiale» ou de «démographie». Peut-on prévoir l'évolution démographique à long terme ? À partir de quelles valeurs peut-on calculer la population maximale pouvant durablement vivre sur la planète ?

Vie et mort de la population mondiale (éd. Le Pommier) nous rappelle aussi que la «population mondiale» a fait l'objet de pas moins de 45 évaluations entre 1650 et l'année 2000, variant de 4 à plus de 40 milliards...

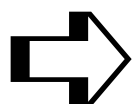


REVUES

• **Kairos**, terme grec signifiant «le moment opportun pour initier le changement», est le titre d'un nouveau bimestriel édité par Respire, association militant pour libérer l'espace public de la publicité commerciale. La seconde livraison de ce «journal antiproductiviste pour une société décente» est attendue pour juin. www.kairospresse.be

• **Silence**, la plus ancienne revue écologiste généraliste éditée en France, fête ses 30 ans. Pour l'occasion, son numéro 400 est consacré à **L'écologie en 600 dates** et comprend les contributions de 62 auteurs, perpétuant une diversité d'opinions sous l'égide de l'écologie, des alternatives et de la non-violence. www.revuesilence.net

• **La revue nouvelle** consacre, dans son édition de novembre 2011, un conséquent dossier aux **Nanotechnologies. Au-delà des fantasmes**. L'occasion de faire le point sur ces technologies qui font l'objet d'investissements considérables mais qui, restant mal connues, suscitent pourtant peu de mobilisation citoyenne. Interrogeant la notion «d'innovation responsable» et le «principe de précaution» qui lui est opposé, ce dossier pose la question de la gestion des innovations technologiques. www.revuenouvelle.be



On l'aura dit et redit tout au long de ce dossier : la nature en ville, ce n'est pas une nature, mais des espaces semi-naturels, des espaces verts, des parcs, des friches, des potagers... Bref, il y en a plein. Pas assez, certes, mais plein. Une multitude de formes qui demandent toutes à être entretenues différemment, qui demandent à être différenciées : on ne protège pas et on ne visite pas une zone à haute valeur biologique comme on cultive un potager ou qu'on pique-nique dans un parc.

L'idée de «nature» au singulier, marchait très bien quand nous pensions ne pas devoir nous en tracasser. Quand les activités humaines s'exerçaient dans un arrière-plan «naturel» qui semblait infini, réservoir de ressources sans limite, une nature indestructible. Mais dans les villes comme dans les campagnes soumises à une occupation croissante des sols par les humains, lorsque les catastrophes naturelles, la pollution des sols, le bruit, la circulation automobile et ses particules fines, le manque de soleil, quand tous ces éléments viennent perturber le partage entre humains et nature, que faire ? Ce partage qui nous autorisait à ne pas nous tracasser ne tient plus, et partout on commence à vouloir protéger ce qui se révèle comme bien autre chose qu'un simple décor.

Se réapproprier la nature comme autre chose qu'un décor peut se faire d'une multitude de manières. Ce BEM en raconte quelques-unes : réappropriation de friches, travail de prévention, découverte de nouvelles sensibilités avec la nature, redistribution des espaces et des ressources naturelles.

Ce qu'esquisse également ce BEM, c'est que ne pas accepter la distinction entre ce qui serait «naturel» et ce qui ne le serait pas ne se joue pas qu'au niveau du dehors, des espaces, mais peut aussi s'élargir à d'autres dimensions, sociale, mentale, économique, psychologique, existentielle, etc. Et les questions peuvent alors se reconnecter. Comment penser un quartier à partir d'une friche et de ses usages, et non d'une carte? Comment tracer de nouveaux possibles, des nouvelles manières d'être ensemble à partir de potagers? Comment rendre possible des zones hors-valeur, où la nature et la biodiversité sont sorties de la valeur marchande ?

La nature ainsi pensée permet de re-politiser des questions qui étaient jusque-là considérées comme ne relevant pas de la politique. Face à la densification croissante des centres urbains, nous sommes maintenant mis en demeure de nous préoccuper à nouveau de questions qui semblaient tranchées. La force de l'écologie urbaine est de sans cesse reconnecter les morceaux du puzzle et d'obliger à repenser les rapports entre les différents usages que nous faisons du territoire.

Oui, à Bruxelles, nous avons besoin de Nature(s), nous en avons besoin sous toutes les formes. Nous voulons lui faire de la place, non pas une place prédéterminée, à laquelle on l'inviterait à rester comme on demande à un enfant en classe de retourner à sa place. Mais lui reconnaître des valeurs, des usages, des importances qu'elle ne peut pas acquérir sans nous. Car là aussi, nous devons l'aider, la nourrir, l'entretenir. On pourra débattre sans arrêt pour savoir si la nature a une valeur intrinsèque mais redonner des valeurs aux natures, se les réapproprier collectivement, se battre à nouveau avec et pour elles, voilà qui nous semble être un joyeux programme !

INTER-ENVIRONNEMENT BRUXELLES

BRUXELLES EN MOUVEMENTS
est édité par Inter-Environnement
Bruxelles, asbl.
Association indépendante.
Fédération des comités
d'habitants de Bruxelles.



ieb
inter-environnement
bruxelles

Inter-Environnement Bruxelles
Rue d'Édimbourg, 26
1050 Bruxelles.
Tél.: 02/893 09 09
E-mail: info@ieb.be

Membre de l'ARSC.
Organisme d'Éducation Permanente
bénéficiant du soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

COORDINATEURS :
Mohamed Benzaouia, Sophie Deboucq,
Nicolas Prignot, Mathieu Sonck.

GRAPHISME :
Élise Debouny et François Hubert

Photo de couverture :
Lorène Wilmet
(Natagora - Nature au Jardin)

COLLABORATEURS :
Raymond Boudru, Gwenaël Breës,
Claire Scohier, Anne Delfairière,
Isabelle Hochart, Thierry Kuyken,
Jérôme Matagne, Almos Mihaly,
Philippe Meersseman, Pierre Meynaert,
Hélène Quoidbach, Dalila Riffi,
Denys Ryelandt, Roland Van De Poel.

Imprimerie :
Delferrière.
1, rue de l'Artisanat.
1400 Nivelles

Éditeur responsable :
Gwenaël Breës
Rue d'Édimbourg, 26
1050 Bruxelles.

**Abonnez-vous à
BRUXELLES EN MOUVEMENTS**
Le mensuel d'information et de réflexion d'IEB

DÉCOUVREZ
☐ Bruxelles et ses enjeux
☐ L'analyse de l'actualité urbanistique
☐ le travail de fédération avec
les associations urbaines et les comités
de quartier
☐ Une réflexion avec les habitants
sur l'avenir de leur ville

Consultez la publication sur notre site :
www.ieb.be

Vous pouvez trouver notre journal
dans une série de lieux publics bruxellois.
Mais vous pouvez également
vous abonner pour le recevoir
à domicile et par la même occa-
sion soutenir notre démarche.

Abonnement annuel
pour 10 numéros : 24 euros.
Abonnement de soutien : 64 euros.

Versement au compte
IBAN : BE33 2100-0902-0446
BIC : GEBABEBB.

